



La santé de l'innovation suisse – Pistes pour son renforcement, 2013

[avenir-suisse.ch/fr/32059](http://avenir-suisse.ch/fr/32059)

## De l'idée au marché, un défi commercial

Les classements internationaux mesurant l'innovation (WEF, IMD, Global Innovation Index) classent toujours la Suisse au sommet, ce qui diffuse dans le pays un sentiment d'auto-satisfaction potentiellement dangereux. Certes, oui, la Suisse peut se réjouir de son volume quantitatif de propriété intellectuelle, de la qualité de ses universités ou du bon niveau général des dépenses (publiques et privées) en R&D. Pourtant, ces indicateurs ne reflètent pas complètement le potentiel commercial de l'innovation. La transformation de l'innovation technologique en valeur ajoutée économique concrète est loin d'être optimale en Suisse. Le pays peine à stimuler et faire émerger de jeunes entreprises innovantes, encore moins à les voir prendre un volume économique significatif. Les jeunes entreprises (moins de 5 ans) suisses déposent moins de brevets que la valeur médiane de l'OCDE, alors même que le pays est champion du nombre de dépôts de brevets par habitant. Les brevets sont surtout déposés par des mul-



Le capital-risque en Suisse – «Pas assez de très bons projets», 2009

[avenir-suisse.ch/fr/2501](http://avenir-suisse.ch/fr/2501)



Vers un marché de l'innovation – Proposition pour une nouvelle orientation de la politique de l'innovation en Suisse, 2005

[avenir-suisse.ch/fr/3408](http://avenir-suisse.ch/fr/3408)  
(ouvrage complet en allemand, résumé en français)

tinatoires, ce qui permet de rappeler leur contribution importante à l'économie suisse. Toutefois, beaucoup sont déposés pour des raisons défensives de protection, et ne sont pas forcément le reflet d'une innovation.

Les spin-offs des Ecoles polytechniques sont un signe stimulant de la création d'entreprises nouvelles. Leur nombre augmente, tout comme les fonds levés pour les soutenir. Pourtant, en volume économique, beaucoup ne grandissent pas, ou peu. Les plus intéressantes sont souvent rachetées par des investisseurs étrangers et il n'est pas assuré que leur siège restera dans le pays. La Suisse, mal classée dans les indices de la Banque mondiale (26<sup>e</sup> rang pour «Ease of Doing Business» et même 69<sup>e</sup> pour «Starting a Business»), doit foncièrement améliorer sa culture de l'entrepreneuriat.

### Pas assez de capital-risque ou pas assez de bons projets ?

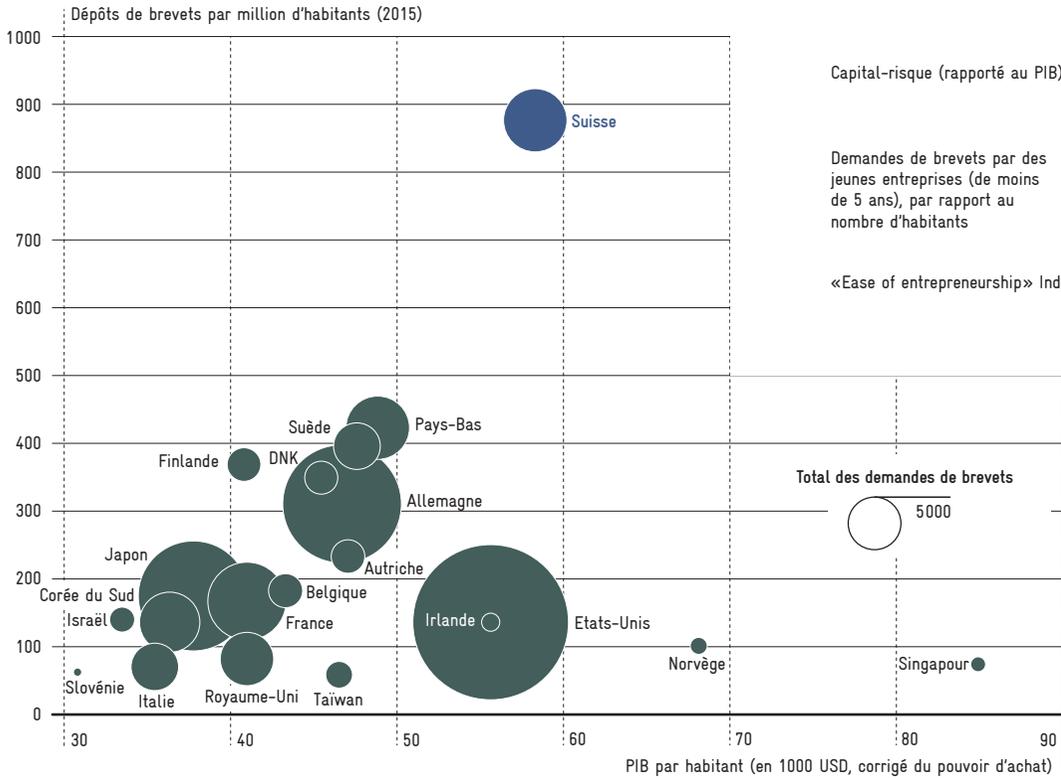
En comparaison internationale, les investissements de capital-risque en % du PIB sont modestes; la Suisse (11<sup>e</sup>) est largement distancée par une dizaine d'autres pays, Israël et les Etats-Unis en tête. Savoir s'il manque de capital-risque ou de bons projets à financer en Suisse est une question récurrente, sans réponse claire. Cependant, la culture d'investissement suisse est marquée par l'épargne et la recherche de rendements stables, avec une forte aversion pour le risque. Les fonds de pension devraient être encouragés à investir plus dans des entreprises innovantes.

### Quelle politique d'innovation pour la Suisse ?

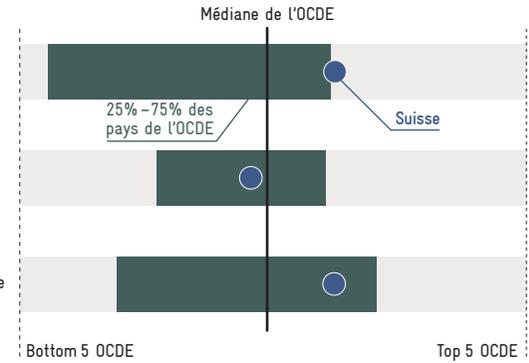
La Suisse évite les subventions directes aux entreprises ou les soutiens «top-down», ce qui est sain. Au-delà des budgets de recherche et formation, ainsi que de la CTI, elle a récemment créé des parcs d'innovation; mais ce projet Switzerland Innovation ne sera pas à lui seul suffisant pour stimuler de nouveaux succès économiques, car l'immobilier n'en est pas l'ingrédient décisif.

En fait, les vrais obstacles à l'innovation commerciale et entrepreneuriale en Suisse sont liés aux conditions-cadres. La politique de migration était déjà restrictive (difficultés de recruter des talents étrangers ou de créer une entreprise en Suisse après la fin de ses études pour un étranger), mais l'adoption en 2014 de l'initiative «contre l'immigration de masse» menace l'indispensable intégration de la recherche suisse dans les projets européens (la Suisse est un Etat tiers pour le programme Horizon 2020). Les jeunes entreprises souffrent d'une grande complexité administrative et juridique (p. ex. rigidité des règles sur le surendettement, pénalisant les entreprises en démarrage) et d'une fiscalité sur la fortune peu attractive pour les entrepreneurs (valorisation excessive des start-ups). Une analyse de KPMG a établi que Mark Zuckerberg aurait échoué à Zurich. C'est dans ces domaines qu'il faut implémenter des solutions libérales. TA

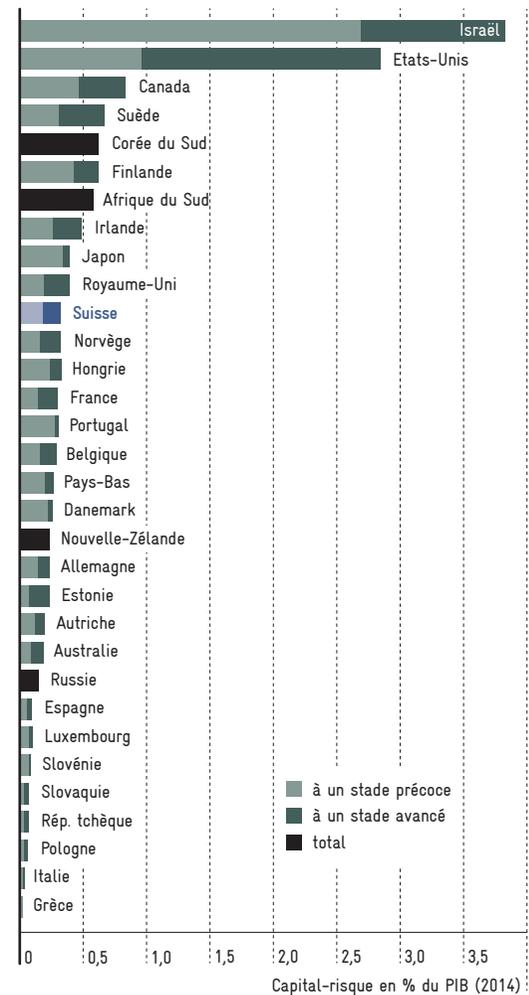
## En tête pour les brevets par habitant ...



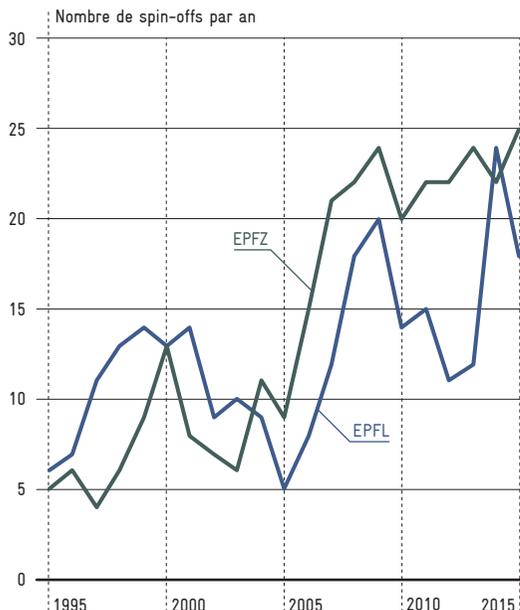
## ... mais peu de dépôts par de jeunes entreprises



## Peu de capital-risque



## Le nombre de spin-offs augmente



Avec 873 brevets déposés par million d'habitants, la Suisse est championne européenne du nombre de demandes de brevets. Mais le nombre de brevets déposés par des jeunes entreprises (moins de 5 ans) en Suisse, rapporté au PIB, est en dessous du résultat médian de l'OCDE. Le nombre de start-ups issues des deux Ecoles polytechniques fédérales augmente, mais leur impact économique reste relativement limité, d'après une étude de l'EPFZ (Pinter 2015). En moyenne (peu significative), une spin-off de l'EPFZ emploie 7 équivalents plein temps et génère CHF 4,8 millions de revenus. Une dizaine de pays dédie plus d'argent au capital-risque («venture capital» mesuré en pourcentage du PIB) que la Suisse. Israël et les Etats-Unis sont de loin les plus engagés, aux deux premières places.